

Les conditions de Paris pour valider le putsch d'Andry TGV Rajoelina

Madalibre / Lettre de l'Océan Indien - 22/11/10

Le ministère français des affaires étrangères vient de dresser la liste des conditions auxquelles Andry Rajoelina devrait être soumis pour obtenir l'appui de Paris.

Exclusif.

Dans un document de travail daté du 2 novembre, et dont La Lettre de l'Océan Indien a obtenu une copie, la diplomatie française a énuméré les propositions qu'elle soumettra aux autres membres du Groupe international de contact (GIC) et aux pays intéressés par une relance de la médiation internationale sur la crise malgache. Plusieurs conditions sont adressées au président de la Haute Autorité de transition (HAT), Andry Rajoelina, dit TGV. Elles sont présentées comme indispensables s'il veut obtenir une reconnaissance internationale en tant que chef de la transition.

Au premier rang d'entre elles figurent

- ❖ la réaffirmation par TGV qu'il ne se présentera pas au prochain scrutin présidentiel, suivie de l'octroi, avant les prochaines élections,
- ❖ d'une large amnistie pour tous les événements politiques intervenus entre 2002 et 2009, ainsi que de la suspension des poursuites judiciaires engagées depuis le début de la transition.

De leur côté, l'ensemble des candidats aux élections devrait s'engager sur « un code de bonne conduite politique et citoyenne ». Ce texte écarte tout retour à Madagascar de l'ancien président Marc Ravalomanana « jusqu'à l'instauration d'un environnement politique et sécuritaire favorable ». Pour garantir le bon déroulement des scrutins, il propose « une recomposition » de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

Si Andry Rajoelina accepte ces conditions, il se verrait accorder des garanties quant à son statut de président de la transition (comme le droit de représenter son pays sur la scène internationale) et à son futur statut d'ancien chef de l'Etat. Pour l'amener à s'inscrire dans cette logique, Paris propose de relancer la médiation internationale sur la base d'une « approche réaliste ». Il est également question de l'envoi d'une mission internationale d'appui aux futures élections malgaches et de la désignation rapide d'un envoyé spécial permanent du médiateur mozambicain Joaquim Chissano. Paris serait enfin disposé à plaider en faveur de l'envoi d'une mission conjointe du FMI et de la Banque mondiale à Antananarivo. »

Source: Africa Intelligence - La Lettre de l'Océan Indien

<http://madalibre.wordpress.com/2010/11/22/madagascar-les-conditions-de-paris-pour-valider-le-putsch-dandry-tgv-rajoelina/>